

PARCS NATIONAUX, DÉSAPPROPRIATION DES TERRITOIRES ?

MÊMES QUESTIONS SUR LES DEUX VERSANTS DES PYRÉNÉES

13/02/2012 - VIELHA E MIJARAN - DAVID MARÍN

[El Punt Avui - Notícia: Carlos Barrera: “La Generalitat ha de reactivar els traspassos a l'Aran”](#)

Nous traduisons ci dessous une partie de l'interview du Syndic d'Aran, Carlos Barrera, au journal El Punt Avui du 13 février 2012.

Le journaliste interroge Barrera à propos de la réforme en cours de discussion de la loi réorganisant le statut du Val d'Aran, du transfert de compétences qu'elle vise à obtenir, et du projet d'extension du Parc national d'Aigüestortes i Estany de Sant Maurici. On est dans une situation où l'Aran tient à faire respecter sa réalité propre par la Catalogne, comme celle-ci le fait par rapport au gouvernement central espagnol :

Dans quelle disposition avez vous trouvé le gouvernement d'Artus Mas qui dirige à présent la Généralité ?

Actuellement tous les Ministères sont concentrés sur la situation économique. Lorsque nous avons parlé avec les responsables de la Généralité, nous avons trouvé très peu de disponibilité parce que leur priorité n'est pas le transfert de compétences. Mais une fois réglée la discussion budgétaire, nous devons aussitôt relancer le débat sur la Loi d'Aran, lui consacrer le temps et la capacité politique pour le résoudre au mieux et aller de l'avant.

Nous avons discuté avec les Conseillers Recoder (Territoire et Développement durable), et Pelegrí (Agriculture et environnement), nous savons qu'il doivent finaliser les budgets de leurs départements respectifs, mais une fois cela terminé nous avons à l'ordre du jour des problèmes à résoudre avec eux.

Comme par exemple l'extension du Parc national d'Aigüestortes i Estany de Sant Maurici?

Par exemple. Ces deux Conseillers savent notre opinion : il faut d'abord préciser quelle sera la capacité de gestion propre du Val d'Aran. Nous ne pouvons pas accepter qu'une partie importante du territoire d'Aran passe sous la gestion très restrictive d'une direction de Parc qui ne se réunit que tous les six mois et sur laquelle nous n'avons pratiquement aucun poids.

Des trois municipalités qui bloquent l'extension, l'une est aranaise. Vous la soutenez donc ?

Totalement. Nous sommes favorables au Parc ; un de ses accès naturels les plus intéressants est chez nous. Mais il faut aussi tenir compte du fait qu'incorporer de nouveaux territoires au Parc aura pour conséquences de nombreuses restrictions en matière de chasse, pêche, cueillette de champignons, tourisme, c'est à dire en des domaines très importants pour l'économie aranaise.

De Catalogne on doit bien pouvoir comprendre que nous ne voulons pas céder notre souveraineté sur notre territoire, ni que des décisions importantes le concernant soient prises par des bureaux et des directions dont le siège est à Barcelone, Lérida où n'importe où d'autre.

Ce n'est rien d'autre qu'une caractéristique aranaise et, au delà, de l'ensemble des Pyrénées.

Traduction : B Besche-Commenge ASPAP/ADDIP